

Salaires des profs: Blanquer évoque une hausse de 70 à 90 euros par mois l'an prochain

Paris, 16 janv. 2020 (AFP) -

Les hausses de salaires des professeurs, prévues dans le cadre de la réforme des retraites, pourront être comprise entre 70 et 90 euros nets par mois dès l'an prochain, pour ceux qui sont en début de carrière, espère Jean-Michel Blanquer.

"Nous travaillons" à des hausses de salaires "depuis des mois, ça se traduira par des augmentations importantes dès 2021", a dit jeudi le ministre de l'Éducation sur RTL.

Lors de discussions qui se sont ouvertes lundi avec les organisations syndicales, il a annoncé son intention de consacrer 500 millions d'euros à ces revalorisations, qui prendront effet en janvier 2021. Tous les professeurs devraient ainsi voir leurs rémunérations augmenter, mais pas forcément des mêmes montants.

"Un prof qui commence aujourd'hui est à 1.600 mensuels environ, ce n'est pas assez", a estimé M. Blanquer.

"Les augmentations, ça peut se traduire dès 2021 par des hausses très substantielles pour les jeunes professeurs: nous voulons dès l'an prochain une augmentation qui puisse être entre 70 et 90 euros nets par mois", a précisé le ministre.

Il a jugé le montant "significatif d'autant plus que c'est une augmentation qui continuera au cours des années suivantes". En effet, les discussions avec les syndicats doivent déboucher avant l'été sur une loi de programmation de revalorisations salariales.

Les hausses, qui commenceraient en 2021, s'amplifieraient au fil des ans pour atteindre environ 10 milliards en 2037, qui s'ajouteraient au budget de l'Éducation nationale (52,7 milliards d'euros en 2020).

Interrogé sur cet objectif de 10 milliards, M. Blanquer a répondu: "C'est en réalité potentiellement plus que ça".

En effet, quand on agrège les augmentations attendues sur 16 ans, avec l'hypothèse de hausses de 500 millions d'euros années après années, l'effort budgétaire pourrait se chiffrer à plus de 76 milliards d'euros, selon les calculs de l'Unsa.

"Ce qui se dessine, c'est un effort considérable de la nation sur les quinze prochaines années", selon M. Blanquer. Les hausses toucheront "d'abord plus particulièrement les plus jeunes des professeurs parce que ce sont les moins bien payés aujourd'hui, nous avons un rattrapage à faire", a-t-il ajouté.

Les syndicats craignent que ces revalorisations soient conditionnées à des "contreparties" comme une hausse du temps de travail.

Un terme que ne reprend pas le ministre, qui souligne que tout sera "mis sur la table pour améliorer le service public".

ito/cld/shu

Afp le 16 janv. 20 à 09 03.